

Pour une DGFIP efficace au service du public tous en grève le 10 mai !

LE 10 MAI

PRENONS
UN
printemps
d'avance



L'administration modifie en profondeur la logique de travail de la DGFIP depuis des années avec une tendance à l'**industrialisation** des tâches.

Cette logique participe parfois de la **perte de sens** que vous pouvez ressentir alors même que **vous avez à cœur de rendre un service public de qualité**.

A cette réalité, s'ajoutent les **changements incessants de process et de chaînes de travail** liés aux réformes et au rôle de la DGFIP au sein du fonctionnement de l'État (fermetures de services, transferts ou missions nouvelles, etc.).

Améliorer le service public vraiment ?

Ces réformes successives, et nouveaux process, ne visent pas à rendre un meilleur service public aux citoyens, usagers et élus, **mais bien à palier les suppressions d'emploi massives** subies depuis des années.

Les **restructurations s'accroissent**, au nom de **politiques dogmatiques de réduction systématique des moyens** d'une administration qui serait trop dotée en emplois, mal organisée, trop bureaucratique, et ne répondrait plus aux besoins de la population.

Leur réponse est donc **l'émergence de nouvelles structures qui reprennent des stratégies écu-**

liées dans le privé et déjà abandonnées... Cela au prix d'un **regroupement de services**, d'un **éloignement de l'usager** et de la **démolition de vos droits et garanties**.

Toutes les réformes sont liées !

Toutes les réformes sont liées : le Nouveau Réseau de Proximité, la démétropolisation, les fusions, restructurations, réformes des process de travail, industrialisation des tâches, l'éloignement physique des services publics, le remplacement du contact humain par le tout numérique, la privatisation de missions comme l'encaissement de l'impôt et des taxes, la modification substantielle des missions du contrôle fiscal... n'ont pour ultime objectif que d'afficher politiquement la **diminution du nombre de fonctionnaires** et la **baisse des dépenses publiques**. Tout cela se fait notamment **sur le dos de la DGFIP, des usagers et des personnels**.

Pourtant la crise sanitaire a démontré une nouvelle fois, que les missions de la DGFIP sont essentielles et participent de la continuité de l'État, que les agents des finances publiques ont été au rendez-vous de cette crise sans précédent.

Loin d'en tirer les leçons, **la DGFIP s'entête pourtant à démanteler notre administration, profitant même de cette crise pour accélérer ses chantiers**.



Il faut en finir avec l'externalisation des missions,

les fermetures de structures

et les suppressions d'emplois !

Nous avons besoin de maîtriser nos missions,

au sein de la sphère publique, à la DGFIP. Les structures de proximité doivent être adaptées aux besoins de la population, et disposer des emplois nécessaires. Il est donc aussi important d'internaliser ou de réinternaliser l'ensemble des métiers concourant à l'exercice des missions (informatique, restauration, gardiennage, entretien...)

Les projets d'externalisation ou privatisation de missions doivent être abandonnés (ex : transfert de la mission topographique vers l'IGN) ainsi que l'organisation de missions en agence, remettant en cause la garantie d'intégrité, de contrôle interne et la cohérence même de notre structuration (les créances fiscales doivent par exemple rester exclusivement de la compétence de la DGFIP).

La collecte et le paiement de l'impôt doivent revenir dans leur globalité dans la sphère publique, à la DGFIP.

Le déploiement du NRP doit être arrêté !

A l'inverse, c'est bien à travers la réimplantation de services de pleine compétence sur l'ensemble du territoire et en lien avec la nature du tissu socio-économique pré-

sent que nous serons en capacité de répondre aux besoins de la population et de la société (SIE, SIP, SPF, mission cadastrale, enregistrement, etc).

Remettre de la cohérence au sein de la chaîne SPL est une nécessité,

notamment en réimplantant des trésoreries intégrant missions de conseil et comptabilité.

Les structures de proximité, participant à la chaîne du contrôle fiscal, doivent aussi être renforcées en urgence,

en partant des SIE, SIP, PCE, PCR, brigades de contrôle et de recherches, plutôt que de développer le travail à distance et de freiner le contrôle « intrusif » au sein des entreprises.

Les services RH doivent être redéployés à la DGFIP au sein des directions locales,

pour permettre une gestion au plus près des agents.

Les structures départementales doivent être le socle

de notre administration centrale à réseau déconcentré pour allier proximité et organisation régionale et nationale.

LE 10 MAI
PRENONS
UN
printemps
d'avance



Pour les usagers, pour nous
pour le service public

TOUS ET TOUTES EN GRÈVE
LE 10 MAI PROCHAIN !